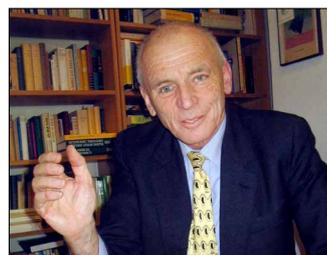


PRO

Actuel

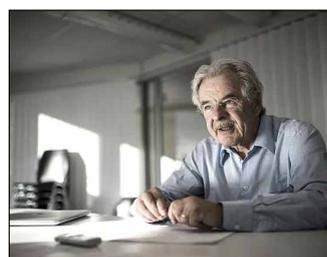
Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

No 9 | FÉVRIER 2025



« Il nous faut résoudre nos propres problèmes de manière autonome. »

Page 3



« Il nous faut donc une neutralité ouverte au monde qui oblige notre pays à prévenir les conflits et négocier la paix. »

Page 4



« L'initiative sur la neutralité consolide la paix. »

Page 10

Samedi 5 avril 2025 :
en route pour Berne !
Assemblée générale de
Pro Suisse !



Le mot du président

**Chers membres, donateurs
et sympathisants,**

Le samedi 5 avril 2025 aura lieu la 3^e Assemblée générale ordinaire de Pro Suisse. Cette année, nous allons nous réunir à la caserne de Berne avec un mandat clair : nous sommes tous responsables de la préparation et de la victoire des votations populaires décisives pour la Suisse souveraine et neutre.

En dépit de la honteuse mise en scène d'avant Noël, le contenu du traité de soumission à l'UE n'est pas encore rendu public. La Conseillère fédérale Viola Amherd et la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen ont en effet fêté la signature d'un accord sans consulter le peuple suisse et les cantons, dans le plus pur style antidémocratique de l'UE, « une manière qui est normale à Bruxelles ! » C'était un acte totalement anti-suisse, indigne et antidémocratique. Nous sommes toutefois bien décidés à vérifier le contenu de l'accord « sous toutes les coutures » et à en identifier les conséquences les plus graves pour notre pays. Les principales déclarations sont en fait déjà connues. Nous rejetons la reprise dynamique et automatique du droit européen, les juges étrangers de l'UE et les « taxes d'accès au marché » de plusieurs milliards de francs et nous sommes prêts à lancer plusieurs référendums contre le traité de soumission à l'UE si la Berne fédérale ne juge pas nécessaire de soumettre ces traités lourds de conséquences au référendum obligatoire et cherche donc tout simplement à les soustraire à la volonté des cantons.

L'UE exporte vers les USA pour plus de 150 milliards d'euros de biens de plus qu'elle n'en importe des Etats-Unis : une balance commerciale déloyale aux yeux du nouveau gouvernement américain. La Suisse importe quant à elle pour 20 milliards de francs de biens de l'UE plus qu'elle ne peut en exporter. Les États-Unis exercent désormais une

pression sur l'UE ! Et la Suisse ? La majorité du Conseil fédéral courbe la tête, acquiesce et accepte de verser « en esclave » des milliards à l'UE dans les années à venir. Ce n'est pas comme cela que l'on défend les intérêts de son propre pays !

L'initiative sur la neutralité pourrait être soumise à la votation populaire dès le 30 novembre 2025. Le Conseil des États sera le premier à se prononcer sur l'initiative lors de la session de printemps. Le Conseil national suivra en été. Il ne faut pas sous-estimer l'initiative. Une neutralité crédible devient de plus en plus importante. Dans le contexte politique mondial actuel, la sécurité, la souveraineté, la force économique et la prospérité ne pourront être sauvegardées que par une neutralité authentiquement suisse. Dans un bloc de puissance tel que l'UE ou l'OTAN, nous disparaîtrons et perdrons nos atouts. La campagne de votation constituera un véritable défi. Les partisans de l'abolition de la neutralité nous ridiculiseront de toutes leurs forces, ils nous discréditeront, nous insultent et nous traiteront d'extrémistes. Mais cela ne fait que nous renforcer. Je vous demande à tous et à toutes de coopérer, chacun et chacune doit apporter sa contribution dans la mesure du possible.

Venez nombreux le 5 avril 2025 à Berne. Notre Assemblée générale est la manifestation visible de notre volonté de tout donner pour une Suisse prospère, libre, dotée d'une démocratie directe, sûre et neutre. Faites aussi venir des connaissances, des amis et surtout des jeunes.

À bientôt à Berne !

Dr Stephan Rietiker

La documentation d'invitation suivra par un courrier séparé.

**Devenir membre
Pro Suisse**



ISSN 2234-9723

Rédaction Pro Suisse
Case postale
3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27
redaction@prosuisse.info

Compte postal: 30-10011-5

Legs

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles. En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions cordialement.



Entretien avec Robert Nef,
publiciste, Saint-Gall



« Il nous faut résoudre nos propres problèmes de manière autonome. »

Cher Monsieur Nef, la Suisse est-elle une société libérale ?

La Suisse est une réalité qui a pris forme historiquement et l'État fédéral de 1848 a été effectivement marqué de l'empreinte de nombreux politiciens libéraux. Mais il ne faut pas oublier que la guerre du Sonderbund de 1847 a été une guerre civile durant laquelle peu de sang a été versé. Ceci uniquement parce que, au-delà des différences idéologiques aiguës, il existait à l'époque quelque chose comme un sentiment de cohésion fédérale sur lequel reposait une prise en compte des minorités. Le secret du succès historique de la Suisse est la combinaison du libéralisme et du fédéralisme basés sur une autonomie locale qui a fait ses preuves en de nombreux endroits.

Robert Nef, né le 5 avril 1942, a étudié le droit à Zurich et à Vienne. Entre 1961 et 1991, il a été collaborateur scientifique à la chaire de droit à l'EPF de Zurich. En 1979, il a fondé l'Institut libéral. En 2008, il a reçu la médaille Friedrich A. von Hayek.



En 1992, vous vous étiez opposé à l'adhésion de la Suisse à l'EEE (espace économique européen). À présent, on affirme à nouveau que si nous n'avons pas un accès « spécial » au marché intérieur de l'UE, la Suisse aura de gros problèmes. Pour bénéficier de cet accès, nous devons automatiquement reprendre un grand nombre des législations de l'UE et des juges de l'UE seraient en droit de contrôler leur application par le droit suisse et ordonner des sanctions si la population suisse s'y refuse. De plus, l'UE impose à la Suisse des contributions annuelles élevées pour accéder au marché. Le marché intérieur de l'UE comporte quatre libertés : la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux. Ceci n'est-il pas un objectif libéral et libertaire en soi ?

Ces quatre libertés constituent effectivement un programme libéral. La libre circulation des personnes est la seule à devoir être examinée de plus près. Elle se heurte au principe, également libéral, selon lequel chaque communauté libre peut définir les conditions dans lesquelles elle accepte de nouveaux membres. De surcroît, il a été relevé à juste titre que l'on ne saurait proposer à la fois un État social redistributif et une libre immigration.

L'UE a-t-elle changé en matière de liberté et d'ordre fondamental libéral ?

En comparaison avec les autres nations, les États européens ont plutôt été des champs d'expérimentation de l'extension et de la transformation de l'État social. Seuls les États de l'ancien bloc soviétique ont effectivement mis en œuvre des programmes de libéralisation, dont on n'a pas assez soigneusement analysé le succès ou l'échec. Il ne faut pas sous-estimer les difficultés rencontrées pour sortir d'une économie centralisée et administrée, dont une clique relativement influente et une population plus pauvre largement déresponsabilisée.

sée percevaient justement des avantages. La « chute du mur » n'a pas seulement conduit à « plus de liberté à l'Est », mais a également accéléré le développement de l'État redistributif en Europe occidentale.

Les partis politiques établis perdent de plus en plus d'influence dans les pays membres de l'UE. Ils érigent des « cordons sanitaires ou républicains » contre les ennemis de la « démocratie libérale ». Parallèlement, ces mêmes forces exigent des interdictions de partis politiques, tentent d'empêcher des partis élus de former des gouvernements et limitent la liberté d'expression. L'UE ne veut pas reconnaître les gouvernements élus démocratiquement, par exemple en Roumanie, et elle menace d'en faire de même pour l'Allemagne si le résultat des élections prochaines ne lui convient pas. Il semble que le terme « libéral » soit utilisé aujourd'hui pour tout et n'importe quoi...

J'observe ces évolutions avec inquiétude. L'histoire montre que les partis nationalistes sont, tôt ou tard, pris dans l'engrenage de la redistribution organisée politiquement au profit de leur électorat généralement frustré de diverses manières. J'attends depuis longtemps, à l'échelle européenne, de nouveaux partis qui exigent de

manière crédible « moins d'État » tout en faisant comprendre à leur clientèle que nous vivons dans un monde où la pénurie détermine les goulets d'étranglement et les prix. La façon la plus rationnelle et la plus économique dans le meilleur sens du terme de gérer les denrées rares est d'ailleurs aussi celle qui mène à une responsabilité écologique.

Quelles mesures faut-il prendre d'urgence pour notre pays ?

Je ne suis guère favorable aux interdictions de partis et aux « cordons sanitaires ». Les forces douteuses et les faiblesses manifestes doivent être dénoncées dans le cadre de la liberté d'expression, sans censure étatique. Il nous faut résoudre nos propres problèmes de manière autonome et ne pas limiter notre volonté de coopération autodéterminée à une organisation continentale interne. Il n'est pas nécessaire d'adhérer à une communauté politique qui discrimine les non-membres, même si l'adhésion présente certains avantages. En tant que pays libre, on ne doit pas adhérer, même partiellement et par étapes, à une communauté qui discrimine les non-membres (en les menaçant de sanctions et de désavantages).



Questions

« Il nous faut donc une neutralité ouverte au monde qui oblige notre pays à prévenir les conflits et négocier la paix. »



Prof. em. Dr. Dr. Wolf Linder

Monsieur le Professeur, en tant que politologue, ancien professeur en droit et sciences économiques et membre du PS, vous apportez votre soutien à l'initiative sur la neutralité. Pourquoi ?

Pour moi, il est important que la neutralité suisse soit inscrite dans les grandes lignes et acquière une valeur constitutionnelle. Cela évitera que notre politique extérieure pacifique et couronnée de succès au cours des 200 dernières années ne soit sacrifiée aux caprices myopes de la politique courante. En temps de guerre, la

neutralité empêche les divisions politiques internes. En tant que politologue, mais aussi en tant que citoyen inquiet pour notre pays surtout, je suis convaincu de cela.

Pour quelles raisons une majorité de partis politiques de gauche en Allemagne et en Suisse se comportent-ils aujourd'hui en bellicistes et cherchent à adhérer à l'OTAN ? Ce sont pourtant précisément ceux qui manifestaient il y a peu de temps encore partout pour la paix...

Les élites politiques européennes prônent toujours des solutions par la guerre, contrairement aux gens dans la rue. Les déclarations d'Annalena Baerbock : « Nous sommes en guerre avec la Russie » ne permettront donc pas aux Verts allemands de gagner de nouveaux électeurs lors des prochaines élections. Il en va de même pour le PSS s'il suit inconditionnellement et sans critique la politique belliqueuse de l'UE dans le sillage des États-Unis. Ces deux partis politiques seraient bien inspirés de se souvenir de leur ancien engagement en faveur de la politique de paix.

La neutralité est un pilier important de la Suisse pacifique et performante. Comment pouvons-nous en convaincre les citoyennes et citoyens suisses ?

Au cours des décennies passées, la neutralité allait tellement de soi que de nombreuses personnes ne savent finalement guère ce qu'elle représente et signifie pour notre pays. En premier lieu, cela nécessite donc un travail d'information : sur la neutralité pendant les deux guerres mondiales et les succès d'une médiation neutre pendant la guerre froide entre l'Algérie et la France ou en Tchétchénie par exemple. L'avenir est encore plus important : c'est une mauvaise idée que de rejoindre l'OTAN. Nous vivons à une époque d'insécurité. Le monde se divise en blocs et tout ami d'aujourd'hui peut se muer demain en ennemi. Il nous faut donc une neutralité ouverte au monde qui s'inspire des principes de la Charte sur la paix de l'ONU et qui oblige notre pays à prévenir les conflits et négocier la paix. Cela est crédible dans le monde entier et comporte pour la Suisse les meilleures chances.

Monsieur le Professeur, nous vous remercions cordialement de cet entretien.



Entretien avec le professeur Wolf Linder

À l'occasion de l'Assemblée générale, du 5 avril 2025 à Berne, le Pr Dr Wolf Linder va consacrer son exposé à l'initiative sur la neutralité.



Dr Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, ancien conseiller national, entrepreneur, président fondateur de Pro Suisse

Deux monarques

« Que la Suisse et l'UE aient pu s'entendre est un signal fort et positif ». Voilà ce qu'a déclaré Viola Amherd, présidente de la Confédération l'année dernière, lors de sa conférence de presse avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

En tant que présidente de la Confédération, Viola Amherd a associé le traité de soumission à l'UE, négocié par des fonctionnaires fédéraux, à la propre volonté de la Suisse. Jadis, seuls les nobles aristocratiques aux tresses poudrées, des monarques ou des maîtres coloniaux agissaient et s'exprimaient de la sorte. Or, ce que les fonctionnaires diplomatiques de la Confédération ont manifestement négocié ne fait même pas encore l'objet d'un traité. Mais l'ancienne présidente de la Confédération, Viola Amherd, a décrété que l'accord de ses fonctionnaires représentait d'ores et déjà la volonté de la Suisse et des Suisses.

Les bureaucrates ont-ils totalement pris le pouvoir dans notre pays ? Auraient-ils déjà oublié qu'en Suisse, « le peuple et les cantons » sont les autorités constitutionnelles compétentes ? Après Viola Amherd, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a également pris la parole. Celle-ci n'a pas parlé uniquement au nom de l'UE, mais de manière arrogante au nom de l'Europe. Et elle a oublié que l'Europe compte 47 États, alors que l'UE n'en a que 27.

En fait, ce que les négociateurs de Bruxelles - dont aucun n'a été élu démocratiquement - ont négocié est considéré comme la volonté de l'Europe. Le Conseil fédéral a déjà cédé et s'est soumis au compromis des bureaucrates.

Il y a (très) fort à parier que le Parlement lui emboîtera le pas. Suisses, réveillez-vous ! Préparez-vous à la votation populaire si vous voulez que les Suisses continuent à décider eux-mêmes de leur avenir.

Mais attention ! Les bureaucrates cherchent même à empêcher cela aussi. Ils proclament qu'un référendum obligatoire n'est « pas nécessaire », voire « impossible ». Il est grand temps que les citoyens prennent eux-mêmes les choses en main pour mettre de l'ordre dans la gestion de l'Etat fédéral dès la nouvelle année !





Plus de la moitié des immigrants en Suisse proviennent de pays membres de l'UE

Immigration en provenance des pays de l'UE et de l'AELE

	Immigration de pays membres de l'UE et de l'AELE	Part à l'immigration totale en %
Allemagne	254'369	13,1
Espagne	160'747	12,8
Suisse 	88'153	52,8
Pays-Bas	87'696	26,8
France	72'645	16,9
Pologne	70'849	25,7
Autriche	68'412	33,9
Belgique	58'565	28,1
Italie	45'272	11,0
Danemark	39'935	33,0
Suède	30'558	29,8
Irlande	25'890	16,4
Norvège	24'125	26,7
Portugal	17'320	10,4
Hongrie	15'396	16,4
Luxembourg	12'323	39,2
Tchéquie	11'011	3,2
Roumanie	8'599	2,9
Islande	7'963	53,5
Bulgarie	7'776	19,1
Grèce	7'022	7,3
Finlande	6'920	13,8
Hydre	6'475	20,9
Malte	5'983	17,1
Croatie	5'976	10,3
Estonie	3'435	7,0
Slovaquie	3'089	56,5
Slovénie	2'695	7,6
Lituanie	1'588	1,8
Lettonie	1'028	2,7

[Sources : Eurostat, propres calculs de la NZZ, 27.01.2025]



Les entreprises suisses investissent 18 milliards de francs dans la recherche

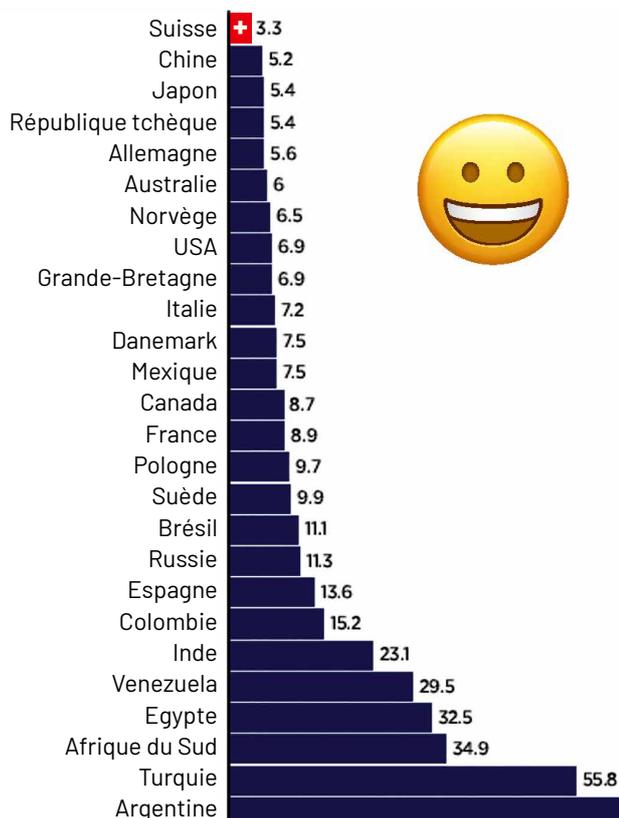
En 2023, les entreprises privées en Suisse ont consacré 18 milliards de francs à leur recherche et développement, soit 1,2 milliard de plus que lors de la dernière enquête en 2021. [Tages-Anzeiger, 14.01.2025]

Commentaire: Programme de recherche « Horizon » de l'UE

Règles de durabilité de l'UE

Selon une enquête de l'institut de recherche économique munichois ifo, les entreprises allemandes consacrent 22% de leur temps de travail et 6% de leur chiffre d'affaires à la bureaucratie. Les règles européennes de durabilité (« Green Deal ») pèsent lourdement sur les PME allemandes. Quatre ministres fédéraux ont exigé des commissaires européens compétents un allègement des règles afin de garantir la compétitivité et la croissance. [Euractiv.com, Jasper Steinlein, 15.01.2025]

Commentaire : les euro-turbos pensent qu'avec le nouveau traité européen, nous renforcerions l'économie suisse, mais en réalité la frénésie réglementaire de l'UE dégraderait notre compétitivité.



« Le pays le plus heureux du monde ! »

Indice de quelques pays sélectionnés en fonction de leurs taux d'inflation et de chômage

Conformément à l'indice de la misère économique mondiale, la Suisse est le pays le plus heureux du monde. En combinant l'inflation et le chômage, cet indice est, en Suisse, le plus bas du monde avec 3.3%. Selon le Secrétariat d'État à l'économie, nous avons un chômage de 2.6% et un renchérissement de 0.7%. [Handelszeitung, 27. 12. 2024]

Plus de salaire pour un travail identique ?

Le tableau de droite, publié dans le journal allemand « Die Welt » compare la différence entre le salaire brut et le salaire net due aux prélèvements obligatoires entre la Suisse et l'Allemagne. En Suisse, cette différence est de 23% (le salaire net est 23% plus petit que le salaire brut), en Allemagne 38%. Donc, un salaire brut suisse de Fr. 6'500 laisse un salaire net de Fr. 5003. En Allemagne, un salaire brut de € 4'000 rapporte € 2'578 net.

Puis, le tableau compare le coût de la vie entre les deux pays (loyers, santé, véhicules, nourritures, etc.) pour déterminer le pouvoir d'achat réel. Après déduction du coût de la vie moyen, il restera Fr. 1'403 au salarié suisse pour sa consommation et ses loisirs alors que le salarié allemand devra se contenter de € 678 pour ses loisirs et sa consommation.

	 Suisse	 Allemagne
Einkommen	+6500 CHF brutto	+4000 Euro brutto
Steuern und Sozialabgaben	-23%	-38 %
AHV Gesetzliche Rente/Rentenversicherung	-309 CHF	-372 Euro
Berufliche Vorsorge	-480 CHF	-
ALV AL-Versicherung/AL-Versicherung	-66 CHF	-52 Euro
Nichtberufsunfall/Pflegeversicherung	-72 CHF	-92 Euro
Quellensteuer/Lohnsteuer	-540 CHF	-582 Euro
Krankentagegeld/Krankenversicherung	-30 CHF	-324 Euro
= Nettoeinkommen	+5003 CHF	+2578 Euro
Miete 2,5-Zimmer/Warmmiete	-1450 CHF	-700 Euro
Krankenkasse	-400 CHF	-
Fahrzeugkosten, Benzin	-400 CHF	-300 Euro
Lebensmittel	-450 CHF	-350 Euro
Private Versicherungen	-300 CHF	-150 Euro
Telefon, Internet, Handy, Strom	-200 CHF	-150 Euro
Hygiene & Kleidung	-400 CHF	-250 Euro
zur freien Verfügung	= +1403 CHF	= +678 Euro

Achtung: Kinderbetreuung + KV-Versicherung für Kinder kostet extra!

Quelle: hallo.swiss/eigene Recherchen; 1 Euro entspricht 0,96 CHF

WELT



Raphaël Pomey

Un souffle de contestation traverse la Suisse : à gauche, le Parti Suisse du Travail (PST-POP) dénonce fermement l'accord institutionnel avec l'UE, qu'il perçoit comme une attaque directe à la souveraineté nationale et aux droits des travailleurs. Cette position tranchée soulève une question délicate : peut-il y avoir une convergence avec la droite souverainiste, notamment dans le cadre de la votation sur la neutralité ?

Le front souverainiste s'étend

Dans un communiqué de janvier, le PST-POP ne mâche pas ses mots : « L'accord porte atteinte de manière irréversible à notre souveraineté et vide de son sens notre démocratie semi-directe. » Si ce ton peut sembler inhabituel à gauche de l'échiquier politique, Leo Schmid, syndicaliste tessinois et membre du Comité directeur du PST-POP, n'y voit que pure logique : « Notre politique n'a rien d'extrême. Nous sommes une force marxiste consciente que sans souveraineté populaire, aucune rupture avec le capitalisme n'est possible. L'Union européenne est une puissance impérialiste, dirigée par le grand capital international. Elle est faite pour briser les politiques en faveur des travailleurs. »

Pour Schmid, l'Union européenne n'est rien de moins qu'une menace systémique :

« Sans souveraineté, il ne peut y avoir de démocratie. Ce traité anéantit toute perspective de transformation sociale, car le socialisme nécessite un contrôle populaire des décisions. » Ce positionnement souverainiste du PST-POP, selon lui, n'a rien de nouveau. Dès les années 1950, le parti défendait la neutralité suisse dans un monde divisé par la Guerre froide. Ce revirement stratégique marque une rupture avec la ligne des années 1990-2010, où une ouverture prudente aux accords bilatéraux avait brouillé les cartes. « Cela nous a coûté en crédibilité, notamment auprès des ouvriers. Heureusement, nous avons rectifié le tir, et notre position actuelle est claire », reconnaît-il. La question d'un sou-



tien à l'initiative sur la neutralité, toutefois, doit encore être formellement tranchée au sein du parti.

Une alliance improbable avec la droite souverainiste ?

Interrogé sur la proximité apparente avec certains mots d'ordre de l'UDC, le syndicaliste reconnaît l'embarras que cela peut susciter au sein de sa formation : « Nous avons bien sûr des réticences à être associés à un parti xénophobe et ultralibéral comme l'UDC. Cependant, nos divergences sur ces sujets ne doivent pas nous empêcher de converger lorsqu'il s'agit de défendre la souveraineté ou de s'opposer à l'envoi d'armes en Ukraine. » Ce pragmatisme, selon lui, ne doit pas être confondu avec un alignement idéologique. La souveraineté populaire, pour le PST-POP, est un préalable à tout projet politique marxiste.

Bien que le souverainisme puisse transcender les clivages idéologiques, Kevin Grangier, coordinateur romand de Pro Suisse, met en garde contre les risques d'une alliance contre-nature. « On ne gagnera pas la votation sur la neutralité en aseptisant les discours ou en créant un mariage de raison entre souverainistes et communistes, mais parce que chacun de nous assumera son ADN politique et convaincra ses électeurs avec ses arguments propres. »

Campagne coordonnée peut-être, si le PST-POP va au bout de sa logique et se lance dans la bataille, mais pas campagne commune en définitive.



Le livre de l'ancien ambassadeur Dr Paul Widmer « La Suisse est différente ou n'est plus la Suisse » a paru l'année dernière. Ce livre de 128 pages, facile à lire, est un véritable phare, une boussole à une époque où les fondements de notre pays sont remis en question tant de l'extérieur que de l'intérieur. Le livre a été publié le 4.10.2024 en français, « **L'identité suisse au défi.** » Une bonne raison pour se renseigner auprès de Paul Widmer et pour le recommander à nouveau comme un ouvrage incontournable.

Editeur: Des Syrtes Eds
ISBN : 2940701997

Les sanctions économiques sont absurdes et inutiles !

- **La Chine s'est adaptée** : avec son application numérique d'intelligence artificielle « DeepSeek », une entreprise chinoise a stupéfié le monde, et notamment les géants de la haute technologie aux États-Unis. Depuis un certain temps déjà, les États-Unis ont interdit, donc sanctionné, l'exportation de puces à haute performance vers la Chine. Grâce à l'innovation et à la créativité, les Chinois ont développé leurs propres conditions. [Tagesschau du 28.01.2025]
- **L'Allemagne autorise d'importantes importations de gaz russe vers l'Europe** : Malgré toutes les sanctions énergétiques imposées à Moscou, l'Europe n'a jamais autant acheté de gaz naturel liquéfié (GNL) à la Russie, notamment via Sefe, l'ancienne filiale de Gazprom propriété de l'Allemagne. Ces importations pourraient même continuer à augmenter encore. [Spiegel, 28.01.2025]
- **L'Inde achète massivement du pétrole brut à la Russie** : Les raffineries indiennes financent la guerre de Poutine contre l'Ukraine. Les sanctions occidentales

ont donc un effet secondaire absurde. Certes, il n'y a pas ou que peu de pétrole brut russe qui entre en Europe. Mais le mazout, le diesel, le carburant d'aviation et d'autres produits pétrochimiques fabriqués à partir de pétrole russe trouvent bel et bien le chemin de l'UE. [NZZ, 24.01.2025]

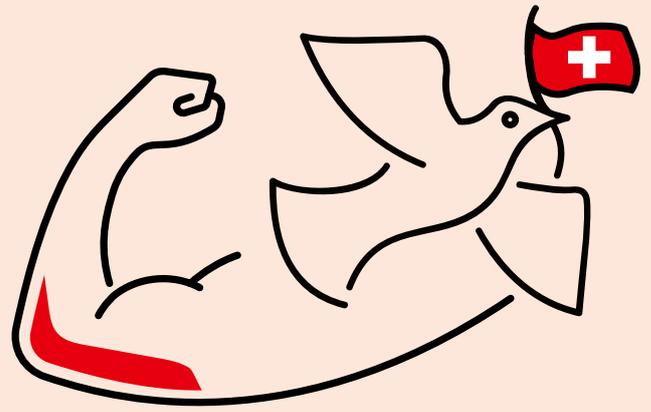
La Suisse serait bien inspirée de ne pas dériver dans le sillage des puissants, mais de retrouver une politique de neutralité crédible. Cela aidera davantage la diplomatie de paix et tous ceux qui souffrent des guerres !





Stephanie Gartenmann

B law, secrétaire générale Jeunes UDC,
Membre du comité d'initiative pour la neutralité,
Matten b. Interlaken



Les raisons pour lesquelles le Conseil fédéral fait fausse route :

L'initiative sur la neutralité consolide la paix

L'initiative sur la neutralité, à laquelle Pro Suisse apporte son soutien, vise un objectif clair : garantir la neutralité durable et illimitée de la Suisse. Dans son message sur l'initiative sur la neutralité, le Conseil fédéral avance des arguments contre cet engagement clair en faveur de la neutralité et affirme que la législation existante est suffisante. Mais cette façon de voir les choses n'est pas seulement myope, elle met aussi en danger à long terme le rôle central de la Suisse en tant que médiatrice et pacificatrice.

1. La « neutralité flexible » du Conseil fédéral est un concept dangereux

Le Conseil fédéral insiste sur le fait que la neutralité doit être interprétée de manière flexible, conformément à la pratique actuelle. Or, la flexibilité est le contraire de la fiabilité. La Suisse a construit sa crédibilité sur la scène internationale uniquement parce qu'elle a observé une stricte neutralité. En prenant des sanctions ou en intervenant politiquement dans des conflits, le Conseil fédéral estompe le principe de neutralité et affaiblit la position de la Suisse en tant que médiatrice impartiale. L'initiative sur la neutralité établit des règles claires en la matière : pas de sanctions, pas de prise de parti, pas de mauvais usage de la notion de neutralité.

2. La neutralité engendre la confiance et la confiance favorise la paix

Pendant des décennies, la Suisse a été garante de la paix parce qu'elle était considérée comme un pays neutre. La confiance dans la neutralité de la Suisse, qu'il s'agisse de négociations ou d'interventions humanitaires, a ainsi permis à des parties en conflit de se montrer prêtes à

s'asseoir à la même table. En inscrivant la neutralité dans la Constitution, l'initiative consolide cette confiance. Contrairement à ce que suggère le Conseil fédéral, il ne s'agit pas là d'un isolement, mais d'un signal de paix très clair adressé au monde.

3. L'initiative sur la neutralité empêchera l'escalade

Dans un monde de plus en plus polarisé, la neutralité est un antidote important à l'escalade. L'adoption de sanctions telles que celles soutenues récemment par le Conseil fédéral rend la Suisse vulnérable et l'implique indirectement dans les conflits. L'initiative sur la neutralité nous met à l'abri de tels risques et garantit que la Suisse continue d'être perçue comme un îlot de paix.

Conclusion : l'initiative sur la neutralité n'est pas un retour en arrière, comme le prétend le Conseil fédéral, mais un pas en avant. Elle protège notre liberté, notre réputation et notre contribution à la paix mondiale. La Suisse assume la responsabilité de préserver sa neutralité, non seulement pour elle-même, mais aussi pour le monde entier.

Message du
Conseil fédéral





Kevin Grangier, coordinateur
romand de Pro Suisse

Dans notre monde où les grandes puissances gouvernées par Trump, Xi Jinping ou Poutine se réveillent à nouveau, la neutralité suisse se révèle être encore plus nécessaire qu'avant. Même le PLR devrait pouvoir le discerner et ne plus se discréditer par ses excès de langage. Il n'est pas trop tard !

Les enseignements des excès de langage du PLR

A la fin de l'année 2024, le PLR se réjouissait du rejet de l'initiative pour la neutralité par le Conseil fédéral. Le président du groupe PLR aux Chambres fédérales évoquait en des termes peu élogieux en la qualifiant « d'initiative pro-Poutine ».

Cet excès de langage est évidemment pathétique. Mais que nous apprend-il ? En réalité, les politiciens mal à l'aise tentent de masquer le motif de leur mal être par des effets de manches volubiles. Par exemple, par de grossiers abus de langage, comme c'est le cas ici.

En effet, je comprends le malaise de la direction du PLR. C'est leur conseiller fédéral, Ignazio Cassis, qui est fautif du discrédit total de la neutralité suisse depuis 2022 et qui relègue la Suisse hors du jeu diplomatique.

Or, beaucoup de membres du PLR tiennent aux bienfaits de la neutralité. Apparemment, la tête de ce parti pense donc qu'en criant que la neutralité, c'est être pro-russe, elle masquera la faute de Cassis. Mais si on suit cette logique absurde, qu'aurait dit la direction du PLR dans les années 1930 ? Que la neutralité, c'était être pro-nazi ou pro-fasciste ? Evidemment que non, car dans les années 1930, le PLR (respectivement, le PRD) ne se compromettrait pas dans des excès de langage et des postures volubiles. A l'époque, le PLR défendait la neutralité perpétuelle et armée de la Suisse.



Attention !

Nous nous attendons à ce que l'initiative sur la neutralité fasse l'objet d'une votation le 30 novembre 2025.

Pour cette campagne de votation, nous avons besoin de tous les Suisses et Suissesses sincères et droits dans leurs bottes. Faites-vous connaître si vous avez des idées pour la campagne et si vous êtes prêt(e)s à soutenir des actions : aktion@proschweiz.ch. Pour un « trésor de guerre » bien garni, faites d'urgence des dons sur : aktion@proschweiz.ch CH91 0900 0000 3001 0011 5, avec mention « Neutralité » ou directement :



Conditions d'utilisation



Prof. Dr. Nicolas Szita
Membre du Comité directeur
de Pro Suisse, Londres



Ne téléchargez pas les applications de l'UE !

Imaginez un instant que vous venez de dénicher une application pour votre smartphone, qui vous promet de rendre votre travail plus productif à l'avenir. Vous êtes sûr que cette application va vous simplifier la vie. Les conditions d'utilisation qui accompagnent l'application sont certes un véritable océan de paragraphes, pour autant vous ne vous en faites peut-être pas trop. Les dernières fois, cela s'est bien passé ! Vous téléchargez donc l'application sur votre smartphone, acceptez les conditions d'utilisation et commencez à l'utiliser.

Peu à peu, vous découvrez cependant que des clauses cachées dans les conditions d'utilisation vous

contraignent à bien plus que vous ne le pensiez. En réalité, vous ne vouliez utiliser que les fonctions de base de l'application, mais vous retrouvez soudainement prisonnier d'un contrat que vous ne comprenez pas entièrement, ou que vous ne souhaitez même pas accepter, qui vous demande régulièrement de payer des frais.

Certes, cet exemple est quelque peu fictif. Cependant, uniquement en ce qui concerne les applications et les smartphones... Pour ce qui est de l'UE, ce scénario se déroule actuellement sous nos yeux. En effet, conformément au Common Understanding ('Déclaration commune'), des 'éléments institutionnels' (Feuille d'informa-



tion de la Confédération, décembre 2023) sont intégrés dans tous les accords sur le marché intérieur avec l'UE. Ces éléments institutionnels stipulent que chaque accord contiendra des clauses qui soumettront la Suisse à la juridiction de l'UE dans le domaine de l'accord.

Pour reprendre l'analogie de notre smartphone, l'application d'électricité (donc l'accord sur l'électricité), par exemple, nous assure comme fonction de base la 'stabilité du réseau', mais les conditions d'utilisation exigent

que nous acceptions toute libéralisation du marché de l'électricité (diktat de l'UE).

L'expression « Qui renonce à la liberté pour la sécurité finira par perdre les deux » est attribuée à Benjamin Franklin, l'un des pères fondateurs des États-Unis. Si nous acceptons ces traités, nous serons confrontés exactement à ce contre quoi Benjamin Franklin nous avait mis en garde avec insistance. Conclusion : ne les téléchargez pas les applications de l'UE !

Restez libres !

Le Common Understanding ne concerne pas seulement les nouveaux accords, mais également les accords bilatéraux de 1999. On peut donc également appeler le Common Understanding un Cheval de Troie : notre démocratie directe est de facto vidée de sa substance depuis l'intérieur. Et nous sommes condamnés à payer quelques centaines de millions de plus pour cela !



Le conseiller fédéral Guy Parmelin signe des accords de libre-échange avec la Thaïlande et le Kosovo

La Suisse et les autres États de l'AELE ont été les premiers partenaires européens à signer un accord de libre-échange (ALE) avec la Thaïlande.

De plus, le conseiller fédéral Guy Parmelin a signé le 22 janvier 2025, en marge du Forum économique mondial de Davos, un accord de libre-échange avec Rozeta Hajdari, ministre kosovare de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et du Commerce. En signant ces accords, la Suisse entend poursuivre sa politique commerciale fructueuse et renforcer sa compétitivité.

[Source : SECO, 22/23.01.2025]

Si la Suisse entrait dans l'Union, elle risquerait de perdre ce qui fait sa force. Son économie serait soumise à des réglementations excessives, sa démocratie directe affaiblie par des décisions imposées d'en haut, et sa politique migratoire alignée sur un modèle qui a déjà mis la France en difficulté.



Léa Sauchay



« L'expérience française doit servir d'avertissement. »

Léa Sauchay est une franco-suisse de 22 ans. Après avoir grandi dans l'Ain, à proximité de Genève, elle a déménagé à Lausanne où elle étudie. Forte de sa propre expérience de vie, elle milite au sein de Pro Suisse pour que notre pays reste indépendant. Elle nous livre son témoignage et son avertissement.

Franco-Suisse, j'ai grandi en France avant de m'installer en Suisse il y a quatre ans. Ce choix n'était pas anodin : j'ai fui une France affaiblie par l'Union européenne et j'observe avec inquiétude les pressions exercées sur la Suisse pour qu'elle la rejoigne. L'expérience française doit servir d'avertissement : loin de tenir ses promesses, l'UE a affaibli la souveraineté nationale et menacé l'identité des peuples.

L'UE favorise l'industrie mondiale au détriment des producteurs locaux

Les politiques migratoires de Bruxelles ont été un désastre pour ma sécurité. La France a dû accepter des quotas imposés, provoquant une fracture culturelle et une insécurité grandissante. Je ne pouvais plus sortir seule le soir sans ressentir un danger constant. Même aller faire mes courses était devenu une source de stress, tant je devais me presser pour éviter certains regards insistants.

J'aimais consommer local, mais j'ai vu disparaître les petits producteurs. Le fermier du coin a fermé son distributeur de lait cru, puis ce fut au tour de l'éleveur et du boucher. Petit à petit, les produits frais ont laissé place à des aliments importés à bas prix d'Espagne ou du Maroc, malgré la distance parcourue.

L'euro a tué le pouvoir d'achat des familles françaises

Je n'ai pas connu le franc français, mais mes parents m'ont souvent parlé du pouvoir d'achat qu'il offrait. Avec l'euro, les prix ont explosé. Ma mère cite toujours l'exemple des fêtes foraines : un tour de manège coûtait cinq francs, soit moins d'un euro. Aujourd'hui, certains atteignent 20 euros.

Dans ce contexte, la Suisse doit-elle vraiment rejoindre l'UE ? Son indépendance lui a permis de conserver un modèle économique performant et une démocratie directe efficace. Hors de l'UE, elle négocie librement ses accords commerciaux et protège son identité sans subir les diktats de Bruxelles. Certes, la pression est forte : menaces économiques, chantage politique... Mais céder serait une erreur monumentale.

Partie 6 Aberrations en matière de politique de neutralité

Nous allons dès maintenant lister tous les errements de la Classe politique en matière de politique de neutralité.



L'UE valide la participation de la Suisse à des projets militaires :

la Suisse est de plus en plus partie prenante dans les guerres !

Berne, le 14 janvier 2025 – L'intention du DDPS de participer à des projets militaires de l'UE est désormais un fait. L'UE a en effet donné son accord à la participation de la Suisse au programme UE-USA « Military Mobility ». À l'avenir, les véhicules militaires étrangers, le matériel, les munitions et les armes ainsi que le personnel militaire pourront traverser le territoire suisse sans « procédures d'autorisation importantes » – pratiquement sans frontières. Les États-Unis sont également impliqués dans ce programme. Dans le cadre de PESCO (coopération militaire structurée permanente des États de l'UE), la majorité du Conseil fédéral souhaite également participer au programme « Cyber Ranges Federation », une cyberdéfense de l'UE.

Pro Suisse rejette résolument ces deux programmes. Ils représentent en effet un pas supplémentaire et insidieux vers les structures militaires de l'UE et de l'OTAN, violent la neutralité de la Suisse, la placent en position de belligérant, ne servent à rien et mettent en danger la protection et la sécurité des Suisses. Ce mauvais cap de la majorité du Conseil fédéral en matière de politique de sécurité est dépourvu de tout fondement démocratique, le Parlement et les électeurs sont systématiquement mis de côté. Cette politique d'adaptation peu courageuse et antidémocratique place la Suisse dans une dépendance accrue vis-à-vis de l'UE. La Commission européenne aura la possibilité d'utiliser encore plus de moyens de pression pour contraindre la Suisse à adhérer à l'UE, notamment par le biais du fameux traité colonial actuellement débattu. Pro Suisse est certaine que la politique dangereuse menée dans la Berne fédérale renforcera le soutien à l'initiative sur la neutralité.



Viola Amherd : Il faut maintenir le cap sur l'OTAN

La Conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe sortante du DDPS, a estimé en marge du WEF qu'une des tâches de son futur successeur allait consister à renforcer la collaboration avec l'OTAN décidée par le Conseil fédéral. [Keystone-SDA, 22.01. 2025]

Commentaire : la destruction de la neutralité est donc destinée à se poursuivre.



Suivez le communiqué de presse sur le site Internet du DDPS et vous pourrez suivre de près l'agenda OTAN-UE :



L'avis de nos membres

Il est temps qu'elle s'en aille !

En fin d'année, le Conseil fédéral, sous la houlette de la ministre de la Défense, a discrètement et silencieusement fait sauter deux pierres du fondement de notre neutralité constitutionnelle avec sa participation au programme UE-USA « Military Mobility » et la volonté de participer à la « Cyber Range Federation ». La première brèche permettra à l'avenir à des véhicules militaires étrangers de traverser la Suisse avec des armes, des munitions et du personnel militaire (!) La deuxième brèche à notre liberté de décision résulte de la participation prévue à la troupe commandée par l'UE pour se défendre contre les attaques sur nos structures d'information. La conseillère fédérale Viola Amherd a apparemment fait son devoir : « Dans la Berne fédérale, (Viola) Amherd est considérée comme la « choucho » de la gauche (WOZ 45/2018). Elle a rempli les attentes électorales des euro-turbos et des abolitionnistes de la démocratie. » Il est temps qu'elle s'en aille !

Oskar B. Camenzind, Brunnen (SZ)

Le nain grincheux ...

« Déstabilisation ? »



Quel nom « officiel » donner au traité colonial de l'UE ? Pour nous, la situation est claire : « Traité de soumission à l'UE ». Mais la majorité du Conseil fédéral et les fonctionnaires de l'UE ne le savent manifestement pas encore : « Bilatérales III » ? « Paquet de traités » ? Cette discussion sur les dénominations montre déjà à elle seule que ce projet est un gâchis. On trouvera bien entendu un nom « sympa et sexy » pour que le peuple récalcitrant tombe plus facilement dans le piège.

Visite notre boutique en ligne



Shop
Pro Suisse

Votre annonce dans le « Actuel » de Pro Suisse

+PRO Aktuell
Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Contactez-moi. À tout moment et sans complications.

Markus Rezzonico

Acquisition d'annonces
Délégué UDC
Membre de Pro Suisse
Membre de Pro Libertate
Membre PIKOM

079 332 61 61

markus.rezzonico@dietschi.ch



Oui à l'initiative sur la neutralité – Non au contrat de soumission à l'UE.



Il nous faut nous mobiliser et faire acte de présence dans tous les coins de notre pays :

1. Nous sommes à la recherche de personnes actives : pour les collectes de signatures (éventuels référendums contre les traités de l'UE), actions de stands, affichages, distribution de tracts, organisation de manifestations, etc.
2. Nous sommes à la recherche de personnes prêtes à assumer dans les cantons et les régions la responsabilité pour les actions de Pro Suisse.

Annoncez-vous s.v.p. dès aujourd'hui.

Nous vous contacterons immédiatement.

E-Mail : action@prosuise.info, téléphone 031 356 27 27

Pro Suisse, case postale, 3822 Lauterbrunnen

Nous vous en remercions cordialement !

Secrétariat de Pro Suisse



Agenda

**Appel à la mobilisation :
Tous à Berne !**

Samedi 5 avril 2025, 10h30 :

**3^e assemblée générale ordinaire de
Pro Suisse, Caserne de Berne**

L'invitation suivra par courrier séparé.

Veuillez nous communiquer votre adresse e-mail sur info@prosuise.info

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat :
info@prosuise.info
tél. 031 356 27 27

+PRO Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Case postale, 3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27, info@prosuise.info
www.prosuise.info